

NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1155/Add.2
30 avril 1974

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS/
RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels portant
sur la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, qui ont
été communiqués par les gouvernements en application de la résolution
1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Jamaïque	2
Luxembourg	5
République socialiste soviétique de Biélorussie	8

JAMAÏQUE

/Original : anglais/

/16 avril 1974/

I. Le développement doit être pris dans son acception la plus large en tant que mouvement général de croissance qui tient compte à la fois des aspects économiques et sociaux. Ainsi, en élaborant les plans de développement, il est nécessaire de définir, dans le cadre général des plans et des stratégies, des objectifs qui visent à assurer un développement équilibré aboutissant à un épanouissement de la personne humaine, et à garantir les droits prévus dans la constitution.

La politique formulée par le Gouvernement jamaïcain au cours de la période considérée a eu pour objectif d'accroître les possibilités d'emploi, tout en améliorant parallèlement les compétences et le niveau d'instruction de notre population. Les buts visés étaient d'assurer un emploi à toutes les personnes en mesure de travailler et cherchant du travail, d'assurer le libre choix de l'emploi et donner à chaque travailleur la possibilité d'acquérir des compétences et de les utiliser dans un emploi auquel il est apte, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de religion, d'opinion politique ou d'origine sociale.

En conséquence, le gouvernement a intensifié son programme de formation professionnelle et les efforts en matière d'alphabétisation, renforcé et développé l'industrie du tourisme et mis au point, conjointement avec le secteur privé, des programmes de formation en vue de développer les compétences des Jamaïcains pour qu'ils puissent remplacer la main-d'oeuvre importée et répondre aux besoins en main-d'oeuvre; en outre, l'accent a été mis en particulier sur le développement et l'expansion de l'enseignement agricole, pour permettre à une fraction aussi large que possible d'une main-d'oeuvre nationale croissante de conserver un emploi productif, notamment dans les régions rurales.

Des efforts ont été faits en vue de parvenir à une répartition plus équitable des terres agricoles qui soit compatible avec la réalisation optimale des objectifs sociaux et économiques, et d'améliorer les niveaux de vie de la population rurale, ce qui implique non seulement une revalorisation des revenus agricoles, mais encore la mise en place d'une infrastructure et de services sociaux suffisants.

La Town and Country Planning Law (loi relative à la planification urbaine et rurale), dont l'application incombe au Town Planning Department (département de l'urbanisme), et à l'Urban Development Corporation (société de développement urbain), dont les fonctions sont régies par l'Urban Development Corporation Act (loi portant création de la société de développement urbain), de 1968, prévoit un aménagement méthodique et progressif des terres, des villes et autres zones. Dans le programme de logement du gouvernement l'accent a été mis sur la lutte contre le surpeuplement des logements et ce programme comprend des projets de relogement, de démolition des îlots insalubres et d'aménagement de fronts de mer dans les zones urbaines.

/...

Le programme de démolition des îlots insalubres et de relogement, qui a été mis en oeuvre par le gouvernement dans les zones urbaines, vise à supprimer les taudis pour les remplacer par des immeubles d'habitations décentes dotés des services sociaux nécessaires.

En outre, Le gouvernement a adopté un vaste programme d'adduction d'eau et, afin de remédier à la concentration dans les zones urbaines, il encourage, dans toute la mesure du possible, la décentralisation des industries vers les régions rurales en octroyant des exonérations d'impôt et autres avantages aux industriels intéressés, en vertu de l'Industrial Incentives Law (loi relative à l'encouragement de l'industrie).

En 1973, le gouvernement a annoncé que l'enseignement à tous les niveaux serait gratuit, et un programme national d'alphabétisation, qui vise à l'élimination de l'analphabétisme en cinq ans, a été entrepris en 1972.

Un programme d'aide médicale communautaire, entrepris en 1972, donne aux femmes la possibilité de s'employer dans le domaine paramédical.

II. La Jamaïque continue de participer activement aux travaux des organisations internationales dont elle est membre, et les normes et directives énoncées dans les instruments adoptés l'ont beaucoup aidée à élargir et à améliorer ses lois et ses pratiques.

III. Les dispositions des articles 13 et 23 de l'Arrêté fixant la Constitution de la Jamaïque et de l'article 356 de la Sex Disqualification (Removal) Law (loi relative à la suppression de l'incapacité fondée sur le sexe) assurent une protection contre la discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la croyance ou l'appartenance tribale ou l'affiliation syndicale.

En outre, le gouvernement adopte de temps à autre et applique des normes et des mesures appropriées en matière de législation du travail, en vue d'améliorer les conditions de travail et d'emploi ainsi que le niveau de vie de la population. Le gouvernement a ratifié en 1973 la Convention No 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, et la ratification de deux autres instruments concernant l'un la politique en matière d'emploi, et l'autre l'égalité de rémunération a été recommandée. Entre 1970 et 1973, des modifications ont été apportées à la loi sur les congés payés et à la loi sur le salaire minimal, pour en étendre la portée et, dans le domaine de la législation du travail, un projet de loi sur les relations ouvrières et un projet de loi sur la cessation d'emploi sont en cours d'examen.

A. Le gouvernement ne met aucune condition à la liberté de mouvement des personnes qui cherchent un emploi à la Jamaïque ou ailleurs. Dans les administrations publiques, le poste à pourvoir va au premier postulant.

Les salariés sont libres d'adhérer au syndicat de leur choix, et cette liberté est garantie par les dispositions énoncées dans l'Arrêté fixant la Constitution de la Jamaïque.

/...

Les syndicats s'emploient activement à obtenir pour leurs membres des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. Néanmoins, dans les cas où les salaires sont anormalement bas et où il n'est absolument pas possible que les travailleurs se groupent en syndicat, des commissions consultatives de salaire minimal sont instituées en vertu de la loi relative au salaire minimal, pour donner au Ministre du travail et de l'emploi des avis en vue de la réglementation des salaires de ces travailleurs.

Le département du salaire minimal du Ministère du travail et de l'emploi, veille à ce que les employés qui tombent sous le coup des dispositions des décrets et des arrêtés sur le salaire minimal reçoivent des salaires conformes à la loi relative au salaire minimal.

La division de l'inspection du travail du Ministère du travail et de l'emploi, s'occupe de la sécurité, de la santé et de la protection sociale des travailleurs de l'industrie et du bâtiment ainsi que des débardeurs.

Le gouvernement veille activement à ce que les dispositions légales soient respectées, et la loi en vigueur est en cours de révision en vue de donner aux inspecteurs du travail des pouvoirs plus étendus.

Depuis 1970, en vertu de la loi sur les congés payés, tous les travailleurs qui n'en bénéficiaient pas auparavant ont droit à des congés payés d'une durée de deux semaines normales de travail au moins.

La loi relative aux pouvoirs d'exception n'empiète pas sur les droits énoncés dans la loi relative aux syndicats, tels que les droits de grève et de piquetage.

B. La loi de 1965 sur l'assurance nationale, amendée en 1970, prévoit le versement d'indemnités en cas d'accident du travail ainsi que des prestations d'invalidité et de vieillesse.

LUXEMBOURG

/Original : français/

/18 avril 1974/

ANNEXE I

A. Mesures législatives réalisées dans la période du 1er juillet 1969
au 30 juin 1973

1) Loi du 9 juillet 1969 ayant pour objet de modifier et compléter les
articles 815, 832, 866, 2103 (3) et 2109 du Code civil

Cette loi, concernant la réforme successorale de la propriété rurale, a été élaborée sur initiative du Département de l'agriculture. Les principales mesures concernant le maintien temporaire de l'indivision pour empêcher le morcellement des exploitations constituant une unité économique et l'attribution préférentielle d'après la valeur de rendement des terres agricoles.

2) Loi du 5 mars 1970 sur le colportage et les professions ambulantes

Cette loi modernise la réglementation du commerce en dehors d'un établissement stable et permet notamment les expositions et étalages. Les compétences qui, par un accident historique, revenaient jusqu'alors au Ministère de la justice, furent transférées au Ministère des classes moyennes.

~~xxxxxxx~~

3) Loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de
travail, ainsi que des pensions et rentes

Outre des simplifications importantes introduites dans la procédure, cette loi réalise une réglementation uniforme de dispositions éparpillées auparavant dans un grand nombre de lois différentes.

4) Loi du 4 janvier 1974 portant réforme des régimes matrimoniaux

Cette loi, qui rend complète l'égalité juridique entre le mari et l'épouse, a évidemment des incidences économiques en ce qui concerne la répartition, la disposition et la gestion des biens de l'un ou des deux époux.

5) Loi du 22 février 1974 portant réforme du régime de l'adoption

Cette loi donne de plus larges possibilités d'adoption et accélère l'intégration des enfants adoptés dans leur nouvelle famille.

/...

B. Mesures législatives en voie d'instruction ou de préparation

Comme dans le domaine des régimes matrimoniaux, l'évolution dans d'autres domaines du droit de la famille entraîne des conséquences économiques et sociales. Il y a lieu de citer les projets de loi ayant trait aux matières suivantes : autorité parentale, tutelle des mineurs, réduction de l'âge de la majorité civile, filiation, droit successoral.

En ce qui concerne le droit immobilier, un projet entend organiser légalement le système de la construction sous copropriété et réglementer le fonctionnement de cette institution.

Il s'est également avéré indispensable de réglementer l'accès à la propriété pour protéger les acquéreurs contre des constructeurs ou des promoteurs sans scrupules ou ne disposant pas de la surface financière requise. C'est le but poursuivi par le projet de loi relative aux ventes d'immeubles à construire.

En collaboration avec le Ministère des travaux publics, un projet de loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique a été élaboré pour réviser la législation existante et pour introduire une procédure rapide respectant les droits légitimes des propriétaires, sans retarder inutilement la prise de possession des terrains par l'exploitant.

La matière de la concurrence déloyale, fortement imbriquée dans le droit pénal, a également retenu l'attention du gouvernement. A une époque où la concurrence prend des formes de plus en plus agressives, des mesures efficaces et promptes doivent être mises en place pour faire cesser immédiatement les procédés déloyaux et pour protéger la bonne foi du consommateur.

Dans le domaine plus particulier du droit des sociétés, le Ministère de la justice a depuis un certain temps institué une commission spéciale chargée de préparer des textes pour une révision générale de la législation.

ANNEXE II

Dispositions législatives et réglementaires ayant trait plus particulièrement à la famille (Rubrique III du plan annexé à la note susvisée)

- 1) Droit de toute personne qui travaille à une rémunération juste et favorable lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence décente

A la suite de la loi du 24 juillet 1967 portant modification de la loi du 29 avril 1964 concernant les prestations familiales, le montant des allocations familiales a été relevé, à partir du troisième enfant, par le règlement grand-ducal du 14 décembre 1972 portant nouvelle fixation des montants mensuels d'allocations familiales. L'allocation est actuellement de 370 francs par mois pour un enfant à

charge, de 740 francs par mois pour deux enfants à charge, ce dernier montant est augmenté de 1 000 francs pour chaque enfant en plus; ces montants correspondant tous au nombre-indice de base cent du coût de la vie.

La prime de naissance a été récemment portée de 4 200 francs à 6 000 francs (n.i. 100).

2) Droit à un niveau de vie suffisant

- Droit à une nourriture suffisante.
- Droit à un vêtement et à un logement suffisants.
- Droit aux services sociaux nécessaires.

Aucune mesure législative n'a été prise au cours de la période en question, mais la réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours est actuellement envisagée.

3) Droit des familles, des mères et des enfants à une protection et à une assistance

D'une manière générale, deux mesures législatives importantes sont à signaler, à savoir, d'une part, la loi du 12 novembre 1971 relative à la protection de la jeunesse, fixant les cas de déchéance de la puissance paternelle et déterminant certaines mesures de garde, d'éducation et de préservation à prendre à l'égard des mineurs, et, d'autre part, la loi du 12 décembre 1972 relative aux droits et devoirs des époux, rendant à la femme mariée sa capacité juridique.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIÉLORUSSIE

/Original : russe/

/8 avril 1974/

I. Au cours de la période considérée, le peuple soviétique a connu des événements de première importance, qui ont démontré à l'évidence le fait incontestable que dans l'ensemble de l'Union soviétique comme dans chacune des républiques soviétiques la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels ne cesse de progresser.

En avril 1970, les peuples de l'Union soviétique et toute l'humanité progressiste ont célébré avec éclat le centenaire de la naissance de Vladimir Ilyitch Lénine, qui a présidé à l'établissement des fondements d'un nouvel ordre social et au lancement du plan d'édification du socialisme. V. I. Lénine a été l'instigateur de la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

En mars et avril 1971, s'est tenu à Moscou le vingt-quatrième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique, événement d'importance mondiale. Le Congrès a ratifié les directives concernant le plan quinquennal de développement de l'économie nationale de l'URSS pour 1971-1975. Le principal objectif du neuvième plan quinquennal consiste à élever sensiblement le niveau de vie matériel et culturel de la population grâce à un développement très rapide de la production socialiste, à l'augmentation de son efficacité, au progrès de la science et de la technique et à la croissance accélérée de la productivité du travail.

En décembre 1972, il y a eu 50 ans que l'Union des Républiques socialistes soviétiques avait été créée. Comme M. L. I. Brejnev, secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, l'a indiqué dans le rapport qu'il a fait le 21 décembre 1972 à l'occasion de ce jubilé, une réalisation importante de la communauté fraternelle des peuples qui forment l'Union des Républiques socialistes soviétiques a été l'édification en URSS de la première société socialiste développée de l'histoire de l'humanité.

Dans le rapport sur le cinquantenaire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le 15 décembre 1972, M. P. M. Macherov, premier secrétaire du Comité central du parti communiste de Biélorussie, a souligné ce qui suit :

"Toute la puissance colossale que possède l'économie du socialisme développé est au service de la société; elle tend à améliorer la vie de la population et à créer les conditions les plus favorables à l'épanouissement harmonieux des possibilités et de l'activité créatrice des Soviétiques. Aucun système ne fait ni ne peut faire autant pour l'humanité et au nom de l'humanité que la société socialiste. Pour la première fois dans l'histoire, le but essentiel de la production sociale n'est pas de fournir des bénéfices aux classes parasites mais de mieux satisfaire les besoins des travailleurs eux-mêmes. Pour la première fois dans l'histoire, le travail est devenu le fondement et le principal critère du prestige social et de la position d'un homme dans la société."

/...

L'expérience de la République socialiste soviétique de Biélorussie montre qu'en opérant des transformations sociales et économiques radicales, en éliminant la suprématie de la propriété privée et l'exploitation de l'homme par l'homme, il est possible de rattraper rapidement un retard séculaire et d'accomplir des progrès dans la réalisation de transformations sociales, économiques et culturelles importantes.

Le vingt-septième Congrès du parti communiste de Biélorussie, qui s'est tenu en février 1971, a constaté, dans la résolution qu'il a adoptée, qu'au cours du huitième plan quinquennal (1966-1970) de grands succès avaient été obtenus dans le développement de l'économie et l'amélioration du bien-être matériel et culturel des travailleurs. Le Congrès a approuvé à l'unanimité et appuyé avec enthousiasme le projet de directives du vingt-quatrième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique concernant le plan quinquennal de développement de l'économie nationale de l'URSS pour les années 1971-1975.

En décembre 1971, le Soviet suprême de la République socialiste soviétique de Biélorussie a adopté une loi sur le plan d'Etat pour le développement de l'économie nationale de la République socialiste soviétique de Biélorussie pour les années 1971-1975.

Au cours des trois premières années du neuvième plan quinquennal actuellement en cours, des succès considérables ont été obtenus dans le développement de l'économie, de la science et de la culture de la République et le programme visant à améliorer le bien-être de la population a été systématiquement appliqué.

En Biélorussie, le volume de la production industrielle a augmenté de 35,1 p. 100 entre 1971 et 1973. La production agricole annuelle a augmenté de 12,7 p. 100 en moyenne au cours de cette période. Le revenu national s'est accru de 27,7 p. 100.

En République socialiste soviétique de Biélorussie, a été adoptée entre 1969 et 1973 une série d'instruments législatifs importants dont beaucoup portent sur les relations sociales, le bien-être et la santé publique, le renforcement de la famille et la protection de l'environnement. Parmi ces instruments, il faut citer le Code du travail de la RSS de Biélorussie (en date de 1972), le Code régissant les mariages et les relations familiales dans la RSS de Biélorussie (en date de 1969), le Code foncier de la RSS de Biélorussie (en date de 1970), le Code sur les ressources hydrauliques de la RSS de Biélorussie (en date de 1972), la loi de la RSS de Biélorussie sur la santé publique (en date de 1970) et le décret du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie sur le maintien et l'amélioration des activités culturelles de masse parmi la population (en date de 1973), etc.

La Constitution (Loi fondamentale) de la RSS de Biélorussie adoptée en 1937 ainsi que les codes et autres instruments législatifs entérinent les droits sociaux, économiques, politiques, culturels et autres. Leur principale caractéristique est que l'Etat socialiste ne se contente pas de les proclamer mais garantit aussi à tous les citoyens l'exercice de ces droits.

II. La RSS de Biélorussie a participé et participe activement à l'ONU et dans d'autres organisations à l'élaboration d'instruments internationaux efficaces visant à assurer et à défendre les droits fondamentaux de l'homme et elle est partie à de nombreux instruments de cet ordre.

La RSS de Biélorussie a notamment été l'un des premiers Etats à ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui est entrée en vigueur le 8 mai 1969 pour la RSS de Biélorussie.

La Biélorussie a été l'un des initiateurs de la résolution adoptée à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale de l'ONU sur l'observation, en 1971, d'une Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Elle a appuyé le programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1973-1983).

En octobre 1973, le présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie a ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. A sa vingt-huitième session, en 1973, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, sur l'initiative de la délégation biélorussienne, un amendement au projet de résolution relatif à la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme pour inviter les Etats qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier les instruments internationaux conclus dans le domaine des droits de l'homme, et en particulier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Il faut noter que les dispositions de la Constitution de la RSS de Biélorussie et de tous les autres instruments législatifs en vigueur dans la République vont beaucoup plus loin que les dispositions contenues dans les instruments internationaux adoptés par l'ONU.

III. On trouvera ci-après des faits concrets illustrant la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels des citoyens de la RSS de Biélorussie.

A. L'article 93 de la Constitution de la RSS de Biélorussie dispose que "les citoyens de la RSS de Biélorussie ont droit au travail, c'est-à-dire qu'ils ont le droit de recevoir un emploi garanti et rémunéré selon la quantité et la qualité du travail fourni. Le droit au travail est assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale, par l'accroissement constant des forces productives de la société soviétique, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et par la suppression du chômage".

Le Code du travail de la RSS de Biélorussie accorde une grande importance au renforcement des garanties juridiques du droit constitutionnel au travail. "Les ouvriers et les employés - est-il dit à l'article 2 - réalisent leur droit au travail par la conclusion d'un contrat de travail dans l'entreprise, l'institution ou l'organisation qui les emploie".

Aux termes du Code, il est catégoriquement interdit de refuser d'engager un travailleur sans motif valable ainsi que de limiter directement ou indirectement le droit à l'emploi, et d'établir, à l'occasion du recrutement, des avantages directs ou indirects fondés sur le sexe, la race, la nationalité ou les convictions religieuses (art. 16).

Pour certaines catégories de citoyens, dont les conditions d'emploi nécessitent une attention particulière de la part de la société, le Code a prévu des garanties juridiques supplémentaires pour leur assurer le droit au travail. Ainsi, en vertu de l'article 170 "il est interdit de refuser d'engager des femmes ou de réduire leur salaire en raison de leur grossesse ou du fait qu'elles nourrissent un enfant". Ce même article interdit à l'administration de licencier des femmes enceintes, des mères allaitantes et des femmes ayant des enfants âgés de moins d'un an, sauf en cas de liquidation totale de l'établissement, de l'entreprise ou de l'organisation, cas dans lequel le licenciement est autorisé avec obligation de trouver un nouvel emploi aux intéressées.

Le Code a prévu des garanties juridiques spéciales pour assurer aux jeunes aussi l'exercice du droit au travail. En particulier, les conseils des députés des travailleurs de district ou de ville approuvent les plans de recrutement des jeunes qui sortent des écoles d'enseignement général et veillent à ce qu'ils soient mis à exécution par tous les établissements, entreprises et organisations (art. 183). Des places sont réservées dans toutes les entreprises et organisations aux fins de l'emploi et de l'apprentissage des adolescents (art. 182); les jeunes travailleurs qui sortent des écoles professionnelles ainsi que les jeunes spécialistes sont assurés de trouver un travail conforme à la spécialité et aux qualifications professionnelles qu'ils ont acquises (art. 184). L'une des garanties juridiques de l'observation du droit au travail est la disposition de l'article 35 du Code, qui est ainsi conçue : "La résiliation du contrat de travail sur l'initiative de l'administration de l'entreprise, de l'établissement ou de l'organisation est interdite si le comité syndical local, de fabrique ou d'usine n'a pas donné son accord préalable, à l'exception des cas prévus par la législation de l'URSS". La résiliation du contrat de travail en violation des prescriptions de cet article est illégale et le travailleur licencié doit être réintégré dans son emploi.

Les ouvriers et les employés licenciés sur l'initiative de l'administration, même avec l'accord du comité syndical, ont le droit de s'adresser au tribunal populaire dans un délai d'un mois à compter du jour où leur licenciement leur a été signifié (art. 215).

En RSS de Biélorussie il n'y a pas de chômage. La gestion planifiée et le développement très rapide de l'économie assurent le plein emploi de la population active. Au 1er janvier 1974, la population de la République se chiffrait à 9,3 millions d'habitants. En 1973, le nombre des travailleurs s'élevait à près de 3,4 millions et il a augmenté de 3 p. 100 durant l'année. Le nombre des kolkhoziens employés dans la production sociale des kolkhozes s'élevait à près d'un million.

Les travailleurs peuvent librement choisir le type d'emploi qu'ils désirent grâce à l'orientation professionnelle des jeunes appliquée à une grande échelle et à la formation spéciale technique et professionnelle gratuite. Le Code du travail de la RSS de Biélorussie compte parmi les droits fondamentaux des ouvriers et des employés le droit à la formation et au perfectionnement professionnels gratuits (art. 2). Les garanties essentielles à la réalisation de ce droit font l'objet d'un chapitre spécial du Code, où sont énumérés les privilèges accordés aux ouvriers et aux employés qui cumulent une activité professionnelle et des études. Ils bénéficient d'une semaine ou d'une journée de travail réduite, tout en conservant leur salaire selon la procédure établie (art. 192, 193 et 200), de congés spéciaux accordés au titre d'études et rémunérés selon les modalités établies (art. 194, 197, 198 et 201 à 203), du remboursement d'une partie des frais de trajet jusqu'au lieu où est sis l'établissement d'enseignement et retour (art. 204); en outre, il est interdit de demander aux ouvriers et aux employés qui, sans interrompre l'exercice de leur profession, fréquentent des écoles d'enseignement général et des établissements d'enseignement professionnel et technique, de faire des heures supplémentaires les jours où ils se consacrent à leurs études (art. 196); quand des travailleurs sont détachés aux fins d'augmenter leurs qualifications sans poursuivre l'exercice de leur activité professionnelle, leur emploi (fonction) leur est conservé et ils touchent les paiements prévus par la législation (art. 112).

Ce chapitre énonce également les obligations fondamentales qui incombent à l'administration en ce qui concerne l'organisation de l'apprentissage (art. 187 et 188), l'octroi aux travailleurs qui ont terminé leur apprentissage d'un travail correspondant aux qualifications qu'ils ont acquises et aux catégories qui leur ont été attribuées (art. 189), et la création des conditions indispensables au cumul du travail et des études (art. 190).

En 1973, un très grand nombre d'ouvriers, d'employés et de kolkhoziens ont bénéficié de cours de formation et de perfectionnement. Soixante-trois mille sept cent jeunes travailleurs qualifiés sont sortis des écoles de formation professionnelle et technique. Sept cent vingt mille personnes ont acquis une nouvelle profession et se sont perfectionnées grâce à une instruction individuelle ou par équipe et des cours donnés directement dans les entreprises, les établissements et les organisations, ainsi que dans les kolkhozes.

En RSS de Biélorussie on se préoccupe beaucoup de garantir des conditions de travail justes et favorables aux ouvriers et aux employés et d'assurer la stricte observation des normes d'hygiène et des règles de sécurité du travail. A cet égard la loi impose à l'administration des entreprises, des établissements et des organisations l'obligation de mettre en place des installations modernes de sécurité propres à prévenir les accidents du travail et l'apparition de maladies professionnelles chez les travailleurs (art. 139 du Code du travail). Aux termes de la loi, les règles et normes de protection du travail doivent aussi être strictement observées lors de l'établissement des plans et de la construction des bâtiments, des machines et de l'outillage destinés à la production. Il est interdit de mettre en service des entreprises ou de commencer la fabrication en série de prototypes de machines nouvelles ne répondant pas aux exigences de la sécurité du travail (art. 140 à 142).

Aux termes du Code, l'administration est tenue d'élaborer des règles de sécurité et des directives appropriées et d'enseigner aux ouvriers et aux employés les règles de la sécurité du travail, de concert avec les représentants des comités syndicaux et, dans les cas fixés par la loi, avec la participation de représentants d'autres organismes aussi, de procéder à des enquêtes, en temps utile, sur les accidents survenus dans le travail et d'en tenir des statistiques, de prendre des mesures nécessaires pour prévenir ces accidents, d'affecter des ressources matérielles et financières à la protection du travail et de les utiliser judicieusement à cette fin (art. 143 à 148).

La loi prévoit un vaste système de mesures visant à neutraliser des conditions de travail insalubres : octroi de congés supplémentaires, distribution gratuite de lait et de produits alimentaires curatifs et prophylactiques, de chaussures et de vêtements spéciaux et d'autres moyens de protection (art. 68, 149, 150 et 151). En outre, conformément à la loi, les entreprises, les établissements et les organisations sont financièrement responsables de tout préjudice causé aux ouvriers et aux employés par toute atteinte à leur santé (art. 159).

Dans la République on contrôle systématiquement (avec la participation des syndicats) l'application de la législation du travail et l'état des conditions de travail.

Dans la RSS de Biélorussie la loi garantit aux ouvriers et aux employés une juste rémunération pour leur travail et un salaire égal pour un travail égal. Le Code du travail garantit un salaire conforme à la quantité et à la qualité du travail et interdit toute réduction de la rémunération du travail qui serait fondée sur le sexe, l'âge, la race ou la nationalité (art. 77). Le salaire mensuel d'un travailleur ne peut être inférieur au taux minimum fixé par l'Etat (art. 78).

En RSS de Biélorussie, le salaire mensuel moyen en espèces des ouvriers et des employés a augmenté en 1973 de 3,7 p. 100 par rapport à 1972. Le salaire des kolkhoziens s'est accru de 6,4 p. 100. Les allocations et les prestations versées à la population grâce aux fonds sociaux de consommation se sont élevées à 2,6 milliards de roubles, soit 6,5 p. 100 de plus qu'en 1972. Le revenu réel par habitant a augmenté de 5 p. 100 en 1973.

Dans la République, le salaire de près de 1 500 000 personnes a augmenté au cours du huitième plan quinquennal (1966-1970). Au cours du neuvième plan quinquennal on prévoit d'augmenter de 24 p. 100 le salaire moyen des ouvriers et des employés et de 40 p. 100 la rémunération des kolkhoziens.

Dans le Code de travail de la RSS de Biélorussie, le droit des travailleurs au repos est encore développé et la durée de la journée et de la semaine de travail limitée. La durée normale de travail ne peut dépasser 41 heures par semaine. On prévoit le passage à une semaine de travail plus réduite au fur et à mesure que seront créées les conditions économiques et autres indispensables (art. 42). Pour certaines catégories d'ouvriers et d'employés, la semaine de travail a été ramenée à 36 ou à 24 heures (art. 43 à 45).

/...

Un trait important du Code est qu'il réduit d'une heure le poste pour le travail de nuit et accroît le nombre des catégories de personnes pour lesquelles le travail de nuit n'est pas autorisé (art. 48). Le droit qu'a l'administration d'établir, sur la demande des ouvriers ou des employés un temps partiel de travail a été considérablement étendu. Les conditions de travail à temps partiel n'entraînent aucune restriction de la durée du congé annuel, du calcul de la période de stage ni d'autres droits du travail (art. 49).

En vertu du Code, il est formellement interdit d'affecter un ouvrier ou un employé à deux postes de travail successifs (art. 51) et le nombre d'heures de travail supplémentaires est encore plus strictement limité (art. 54 à 56). En règle générale, les heures supplémentaires de travail sont interdites, sauf dans des cas exceptionnels prévus dans le Code du travail et seulement avec l'autorisation des syndicats.

Pour la grande majorité des travailleurs la semaine de travail est fixée à cinq jours, avec deux jours de repos (art. 58).

Tous les ouvriers et employés bénéficient d'un congé payé annuel de 15 jours au minimum (art. 67). Certaines catégories de travailleurs bénéficient de congés supplémentaires allant de 24 à 48 jours au total.

La Constitution garantit aux citoyens de la RSS de Biélorussie le droit de s'associer en syndicats, qui agissent conformément aux statuts qu'ils ont adoptés et ne doivent pas être enregistrés par les organismes d'Etat (art. 228 du Code). Les syndicats représentent les intérêts des ouvriers et des employés dans les domaines de la production, du travail, de l'organisation de la vie et de la culture; ils participent à l'élaboration et à l'application des plans d'Etat pour le développement de l'économie nationale, à la solution des questions touchant la répartition et l'utilisation des ressources matérielles et financières; ils font participer les ouvriers et les employés à la gestion de la production, organisent l'émulation socialiste et encouragent l'esprit créateur des masses en matière technique; ils exercent une surveillance et un contrôle sur l'observation de la législation du travail et des règles de sécurité de travail, vérifient la façon dont les ouvriers et les employés sont pourvus d'un logement et des autres services courants, gèrent la sécurité sociale d'Etat ainsi que les maisons de cure, de traitement préventif et de repos et les établissements éducatifs et culturels, touristiques et sportifs dont ils sont chargés; ils ont le droit de présenter des projets de loi (art. 229).

A cette fin, et pour contrôler l'application des conventions collectives, les représentants compétents des organismes syndicaux ont le droit de visiter et d'inspecter sans obstacle les lieux de travail dans les entreprises et les organisations, de demander à l'administration les documents, renseignements et éclaircissements nécessaires, ainsi que de vérifier le travail des entreprises commerciales et de celles qui s'occupent de l'alimentation publique, le travail des polycliniques, des crèches et jardins d'enfants, des maisons communautaires et d'autres entreprises fournissant des services courants à la population (art. 234).

Pour permettre aux ouvriers et aux employés de se livrer à des activités éducatives, culturelles, gymnastiques et sportives et prendre soin de leur santé, le Code prévoit que les bâtiments, locaux, installations, jardins et parcs, qui figurent au budget des entreprises, des établissements et des organisations, sont mis gratuitement à la disposition des syndicats (art. 237).

Pour les travailleurs élus au comité syndical local, de fabrique, d'usine ou d'atelier qui ne sont pas libérés de leur travail, le Code établit des garanties supplémentaires. Ils ne peuvent être mutés à un autre travail ni faire l'objet d'une sanction disciplinaire sans l'accord préalable des organismes syndicaux (art. 238).

Les travailleurs ont le droit de participer à la gestion de la production par l'intermédiaire des syndicats et des autres organisations sociales, des organismes de contrôle populaire, des assemblées générales, des commissions de production, des conférences et des diverses autres formes d'activités sociales qu'exercent les ouvriers et les employés (art. 230 et 231).

En RSS de Biélorussie, les syndicats comptaient plus de 3 700 000 membres en 1973. Dans la République, près de 150 000 ouvriers participent à des conseils de production permanents, des dizaines de milliers sont membres d'associations groupant des inventeurs et des experts de la rationalisation ou de sociétés scientifiques et techniques. En RSS de Biélorussie, il existe plus de 180 conseils de novateurs. Près de 100 000 ouvriers et employés participent aux activités de bureaux d'études et de services technologiques publics, de bureaux et de groupes d'analyse économique ainsi que de bureaux de normalisation technique, etc.

B. Conformément à l'article 95 de la Constitution de la RSS de Biélorussie, les citoyens de la République ont le droit d'être assurés matériellement dans leur vieillesse ainsi qu'en cas de maladie et de perte de leur capacité de travail. Ce droit est garanti par un large développement de l'assurance sociale des ouvriers et des employés aux frais de l'Etat, par l'assistance médicale gratuite aux travailleurs et par la mise à leur disposition d'un vaste réseau de stations de cure.

Conformément à cet article, tous les ouvriers et employés, ainsi que les membres des kolkhozes sont obligatoirement affiliés à la sécurité sociale, financée par l'Etat. Ce sont les entreprises, les établissements, les organisations et les kolkhozes qui versent les cotisations à la sécurité sociale sans opérer aucune retenue sur le salaire des ouvriers et des employés. En outre, le défaut de paiement de ces cotisations par l'entreprise ne prive pas les travailleurs du droit à la sécurité sociale d'Etat (art. 239 et 240).

En RSS de Biélorussie, les travailleurs reçoivent de la sécurité sociale d'Etat les prestations suivantes :

1) Des allocations en cas d'incapacité temporaire de travail et, en outre, pour les femmes, des allocations de grossesse et de maternité;

/...

2) Des primes à la naissance d'un enfant et des indemnités pour frais funéraires;

3) Des pensions de vieillesse, d'invalidité, des pensions versées dans les cas de perte du soutien de famille ainsi que, pour certaines catégories de travailleurs, des pensions pour ancienneté de service.

Les ressources de la sécurité sociale d'Etat sont également employées pour le traitement des travailleurs dans des maisons de cure, la mise à leur disposition d'établissements de traitement préventif et de maisons de repos, pour l'alimentation thérapeutique (diététique), pour l'entretien de camps de jeunes pionniers, etc. (art. 241 du Code).

Les allocations pour incapacité temporaire de travail sont versées lors d'une maladie, d'un accident, du transfert provisoire à un autre travail en raison d'une maladie, en cas d'absence du travailleur pour soigner un membre de la famille malade, de quarantaine, de traitement dans une maison de cure et pour faire faire une prothèse, le montant de l'allocation pouvant s'élever jusqu'à l'équivalent du salaire intégral. Dans les cas de maladie ou d'accident, les allocations sont versées jusqu'au recouvrement de la capacité de travail ou jusqu'à l'établissement d'une invalidité permanente (art. 242).

Les allocations de grossesse et de maternité sont versées pendant toute la durée du congé de grossesse et de maternité (56 jours civils avant la naissance et 56 jours après) d'un montant équivalant au salaire total.

Les pensions de vieillesse sont versées aux hommes lorsqu'ils atteignent l'âge de 60 ans et qu'ils ont au moins 25 ans d'ancienneté, et aux femmes lorsqu'elles atteignent l'âge de 55 ans et qu'elles ont au moins 20 ans d'ancienneté. Pour certaines catégories d'ouvriers et d'employés occupés à des travaux pénibles ou travaillant dans des conditions climatiques très rudes, l'âge auquel ils ont droit à une pension est en conséquence encore abaissé de 5 ou 10 ans. L'âge de la retraite est abaissé de 10 ans pour les femmes qui ont au moins 15 ans d'ancienneté et qui ont eu cinq enfants ou plus et les ont élevés jusqu'à l'âge de huit ans.

Les pensions d'invalidité sont attribuées à la suite d'un accident de travail, d'une maladie professionnelle ou autre en fonction de la durée de service du travailleur et de la gravité de l'invalidité ou de la maladie.

Des pensions en cas de perte du soutien de famille sont versées aux membres de la famille incapables de travailler qui étaient à la charge du soutien de famille.

La sécurité sociale des kolkhoziens est appliquée conformément à la loi sur les pensions et allocations versées aux membres des kolkhozes, qui prévoit des pensions de vieillesse, d'invalidité, des pensions en cas de perte du soutien de famille et des allocations de grossesse et de maternité. Conformément à cette loi, un fonds centralisé de sécurité sociale des kolkhoziens a été créé grâce aux cotisations des kolkhozes et aux subventions annuelles imputées sur le budget de l'Etat.

De 1969 à 1973, des mesures ont été adoptées pour améliorer les pensions de la sécurité sociale versées aux travailleurs. A compter du 1er juillet 1971, par exemple, le montant minimum des pensions de vieillesse versées aux ouvriers et aux employés ont augmenté considérablement, ainsi que celles qui sont versées aux membres des kolkhozes. De même, le montant des pensions d'invalidité versées aux membres des kolkhozes et aux familles des kolkhoziens a augmenté. Un progrès important a été l'application aux pensions versées aux membres des kolkhozes de la méthode utilisée pour calculer les pensions des ouvriers et des employés. Dans la pratique, les pensions des kolkhoziens sont tout à fait analogues à celles des ouvriers et des employés. Ainsi un grand problème social, la création d'un système unifié de sécurité sociale, se trouve résolu dans l'intérêt des travailleurs. Grâce à l'adoption de ces mesures, le montant des pensions a augmenté pour près de 900 000 personnes.

En novembre 1973, des décisions ont été prises en vue d'une nouvelle augmentation du montant des pensions versées aux invalides et aux familles ayant perdu leur soutien.

Le soin que l'on prend des invalides et des retraités ne se borne pas au versement de prestations de la sécurité sociale. La question de leur emploi approprié revêt une grande importance. En septembre 1973, la question concernant une meilleure utilisation du travail des retraités et des invalides dans l'économie nationale a été examinée. On envisage d'adopter d'importantes mesures pour mieux encourager cette catégorie de personnes à travailler et des avantages supplémentaires sont prévus à cette fin (journée de travail réduite; prolongation du congé annuel, abaissement des normes de rendement, etc.) pour les invalides travaillant dans des entreprises, des ateliers ou des locaux spécialement créés à leur intention.

Au début de 1974, la Biélorussie comptait 1 700 000 pensionnés. Outre les prestations qu'ils reçoivent au titre de la sécurité sociale, tous les pensionnés bénéficient de sources supplémentaires de revenus grâce au fonds de consommation, revenus qui ne cessent d'augmenter. Ces avantages sont les suivants : soins médicaux et enseignement gratuits, facilités pour l'éducation des enfants dans les établissements préscolaires, soins dans les maisons de cure et les stations thermales, fourniture aux invalides de guerre de médicaments à des conditions avantageuses, tarifs de faveur dans les transports publics, mise à leur disposition de moyens de locomotion gratuits et d'autres avantages. Depuis le 1er janvier 1972, les invalides de guerre des premier et deuxième groupes sont exemptés de l'impôt sur tous les revenus qu'ils reçoivent, y compris leurs salaires.

En République de Biélorussie, pour les personnes dont l'état de santé nécessite des soins constants il existe 76 maisons de santé où sont soignées 16 000 personnes exclusivement aux frais de l'Etat.

C. La réalisation des objectifs du huitième plan quinquennal et des trois premières années du neuvième plan quinquennal en cours crée une base solide pour l'élévation constante du bien-être des Soviétiques. Des mesures sont systématiquement appliquées pour assurer la croissance des revenus et de la consommation de la population et rapprocher les niveaux de vie des divers groupes de travailleurs. Le niveau de vie de la population s'élève dans plusieurs domaines : en même temps que la rémunération du travail augmente les versements et prestations provenant des fonds de consommation sociale s'accroissent, une politique des prix de détail, fondée sur une base scientifique est appliquée, la construction de logements se développe, le niveau des services sociaux culturels et courants à la population s'élève, etc.

Les réalisations obtenues en matière de développement social se traduisent avant tout par la croissance du revenu national. En 1970, il a atteint près de 10 milliards de roubles en Biélorussie, dépassant ainsi de plus d'une fois et demie le montant de 1965. Plus des deux tiers du revenu national sont consacrés à la consommation individuelle.

Comme il est mentionné plus haut, de 1971 à 1973, le revenu national a encore augmenté de 27,7 p. 100, ce qui dépasse les objectifs du plan.

La rémunération du travail est la principale source de revenu des travailleurs et le facteur essentiel de l'amélioration de leur bien-être matériel. Dans la période 1971-1975, on prévoit que trois quarts de toute l'augmentation des revenus réels proviendront de l'accroissement du salaire.

Au cours du huitième plan quinquennal, le salaire minimum des ouvriers et des employés a été augmenté. La rémunération moyenne des ouvriers du bâtiment et des entreprises de matériaux de construction a été augmentée, ainsi que le barème de salaires des ouvriers employés aux machines-outils. Dans la République, à la suite de l'augmentation directe des salaires, près de 1,5 million de personnes ont vu augmenter sensiblement leur pouvoir d'achat.

Au cours des deux années et demie qui se sont écoulées depuis le début du neuvième plan quinquennal, d'importantes mesures ont été appliquées. Le montant minimum des salaires a été relevé, ainsi que le barème de la rémunération moyenne des ouvriers et employés des transports ferroviaires, des conducteurs de tracteurs-mécaniciens des soukhoses et des autres exploitations agricoles d'Etat, le salaire des médecins, des enseignants, des éducateurs d'établissements préscolaires a été augmenté, ainsi que le montant minimum des pensions de vieillesse versées aux ouvriers et aux employés et les prestations de la sécurité sociale versées aux kolkhoziens ont été relevées. Les bourses accordées aux étudiants fréquentant des établissements d'enseignement supérieur ont augmenté de 25 p. 100 et celles des étudiants d'écoles techniques de 50 p. 100.

Les fonds sociaux de consommation jouent un rôle toujours croissant dans la constitution des revenus et l'élévation du niveau de vie de la population. La gratuité de l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur, et de l'assistance médicale, les subventions, les pensions, l'admission gratuite ou à des conditions

favorables dans des maisons de cure ou de repos ainsi que d'autres avantages sociaux élèvent considérablement le niveau de vie de la population. Or, ces avantages qui viennent s'ajouter aux revenus provenant du travail ne cessent d'augmenter. Les prestations et les avantages accordés au titre des fonds sociaux de consommation sont passés de 24 roubles par habitant en 1940 à 223 roubles par habitant en 1970 et 295 roubles en 1972. En 1975 ils se chiffreront en moyenne à 353 roubles par habitant.

Les revenus réels augmentent également à la suite de la réduction et de la suppression de l'impôt sur le salaire des ouvriers et des employés et grâce à la stabilité des prix de détail fixés par l'Etat sur les articles de consommation courante et à la baisse des prix de certaines catégories de produits.

D'année en année la structure de la consommation change également : la part des produits alimentaires précieux augmente, ainsi que celle des produits industriels de qualité toujours plus haute. De 1966 à 1970, la vente de la viande et des dérivés de la viande a augmenté de 1,8 fois, celle du lait et des produits laitiers de 1,7 fois, celle des oeufs a doublé, la vente des légumes et des fruits a augmenté de plus de 1,5 fois. En 1970, la population a acheté 1,8 fois plus d'étoffe, de vêtements et d'articles de bonneterie, 1,7 fois plus de chaussures, 3,7 fois plus de réfrigérateurs et 1,8 fois plus de téléviseurs qu'en 1965.

Durant le neuvième plan quinquennal, la structure de l'alimentation de la population s'améliorera encore grâce à l'accroissement de la production et de la consommation de viande, de lait, d'oeufs, de légumes et de fruits. La vente de textiles, de vêtements, de chaussures, d'articles de bonneterie, ainsi que la vente de meubles, de réfrigérateurs, de téléviseurs, de voitures de tourisme et d'autres produits augmente considérablement.

On se préoccupe beaucoup de la construction de logements. De 1966 à 1970 en RSS de Biélorussie, on a inauguré chaque année plus de 80 000 nouveaux appartements dont la construction avait été financée par l'Etat, les kolkhozes et la population. Au cours de cette période, près de 2 millions de personnes ont vu leurs conditions de logement s'améliorer.

De 1971 à 1973, des logements totalisant une superficie de plus de 13 millions de mètres carrés ont été construits. A l'heure actuelle, dans la République, plus de 400 000 personnes (449 000 en 1973) s'installent dans un nouvel appartement ou améliorent leurs conditions de logement.

En 1975 en Biélorussie les diverses sources de financement permettront la construction de logements dont la superficie représentera 23 millions de mètres carrés. Près d'un habitant sur quatre aura un nouvel appartement.

En RSS de Biélorussie on attache une grande attention à la protection et à l'amélioration de l'environnement.

La Commission d'Etat du Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie chargée de la protection de la nature, qui a été constituée en 1960, est l'organe inter-ministériel d'Etat chargé de s'assurer que les entreprises, les organisations,

/...

les ministères et les départements appliquent la législation visant à assurer la protection de la nature. Le contrôle s'effectue au stade du choix de l'emplacement pour la construction de nouvelles entreprises, lors de l'établissement des plans et durant le fonctionnement des entreprises. La législation soviétique interdit la mise en service de nouvelles entreprises ou d'ateliers réaménagés ne répondant pas aux conditions nécessaires à la purification et à la captation des substances toxiques et à la neutralisation des résidus liquides et gazeux. En 1970, le Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie a adopté un décret prévoyant une responsabilité pénale accrue en cas de pollution des eaux et de l'air, pour inciter les dirigeants d'entreprises construites antérieurement à mettre en place des installations d'épuration.

Dans la République on effectue systématiquement des travaux pour protéger l'espace atmosphérique, surtout la couche d'air qui se trouve immédiatement au-dessus des grandes villes, de la contamination par les résidus industriels des entreprises et les gaz d'échappement des véhicules automobiles. L'installation d'un système centralisé de chauffage a permis d'éliminer un grand nombre de petites chaudières. Beaucoup d'entreprises se sont converties des combustibles solides aux combustibles liquides et au gaz naturel. Dans les usines émettant des résidus toxiques, des dispositifs ont été installés pour leur captation. A cette même fin et pour réduire le bruit dans les grandes villes, des autoroutes de dégagement ont été construites en même temps que les automobiles étaient soumises à un contrôle technique plus strict.

En décembre 1970, le Soviet suprême de la RSS de Biélorussie a adopté une loi entérinant le Code foncier de la RSS de Biélorussie selon lequel notamment l'exploitation rationnelle et scientifique de toutes les terres, leur préservation et l'amélioration systématique de la fertilité des sols sont des problèmes qui intéressent la nation tout entière. Le Code foncier joue un grand rôle en fixant des limites à l'utilisation du sol à des fins non agricoles et en accroissant l'exploitation des biens agricoles.

En juillet 1971, le Soviet suprême de la RSS de Biélorussie a examiné la question de mesures destinées à accroître la fertilité des sols et à améliorer l'utilisation des terres et il a adopté un décret à ce sujet. Dans la République, des mesures ont été élaborées pour lutter contre l'érosion des sols par les eaux et par le vent et seront mises en application d'ici 1980. Un plan global d'utilisation des terres s'étendant jusqu'à 1990 est en cours d'élaboration.

En décembre 1972, le Soviet suprême de la RSS de Biélorussie a adopté une loi entérinant le Code des eaux de la RSS de Biélorussie. L'objectif des lois régissant l'utilisation des eaux de la RSS de Biélorussie est de réglementer la répartition des eaux afin d'en assurer l'emploi rationnel pour satisfaire les besoins de la population et de l'économie nationale, de conserver et de protéger les eaux contre la contamination et les objets qui peuvent l'obstruer, de prévenir et d'éliminer les facteurs qui polluent les eaux et d'améliorer les installations hydrauliques. Ce code est en vigueur depuis le 1er juillet 1973.

En avril 1973 le Comité central du parti communiste biélorussien et le Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie ont pris un arrêté visant une protection accrue de la nature et une meilleure utilisation des ressources naturelles. Cet arrêté détermine les tâches, les obligations et les fonctions qui incombent aux ministères et services utilisant des ressources naturelles en matière de protection de l'environnement, ainsi que celles de la Commission d'Etat, du Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie chargée de la protection de la nature qui contrôle au niveau interservices l'application des directives en vigueur dans le domaine de l'environnement. Les dispositions les plus importantes de cet arrêté sont les suivantes : à compter de 1974 les plans de développement de l'économie nationale prévoient des mesures visant à prévenir la contamination des eaux et de l'atmosphère, à restaurer (remettre en exploitation) les terres appauvries par les cultures et un ensemble de mesures destinées à assurer l'utilisation rationnelle des ressources naturelles; des procédés techniques seront mis au point pour réduire les résidus industriels solides au minimum, diminuer la consommation d'eau douce dans l'industrie grâce à l'introduction du recyclage de l'eau et pour empêcher dans l'avenir la contamination des réservoirs d'eau et du sol par l'évacuation d'eaux usées qui n'auront été ni purifiées ni neutralisées; certaines entreprises qui se trouvent dans les villes seront déplacées s'il n'est pas possible de réduire considérablement les résidus nocifs qu'elles rejettent dans l'atmosphère. Des mesures seront appliquées en vue de réaménager ou de construire des installations de purification des gaz et de dépoussiérage dans les entreprises en activité afin d'éviter une pollution accrue de l'atmosphère à Minsk, dans les villes de la région et d'autres centres industriels de la République. L'Académie des sciences de la RSS de Biélorussie et d'autres établissements scientifiques achèveront en 1974 une étude scientifique et technique prévoyant les changements que peut entraîner dans la biosphère le développement des diverses branches de l'économie dans les 20 ou 30 ans à venir, cette étude s'accompagnant de mesures proposées pour prévenir dans toute la mesure du possible les effets nuisibles des activités économiques sur l'environnement naturel.

L'Académie des sciences de la RSS de Biélorussie, l'Université V. I. Lénine (université d'Etat de Biélorussie), les instituts de recherche scientifique spécialisés dans certaines disciplines et relevant du Ministère de la santé publique, de l'économie des eaux et amendements du sol, de l'agriculture et des forêts de la République effectuent des études scientifiques portant toutes sur le problème complexe de la protection de la biosphère et de l'assainissement de l'environnement. C'est le Conseil scientifique sur les problèmes de la biosphère de l'Académie des sciences de la RSS de Biélorussie qui assure la coordination entre ces études.

On inculque systématiquement aux élèves de tous les niveaux d'enseignement et à tous les travailleurs des connaissances sur l'environnement et la nécessité de le protéger des facteurs éventuels de contamination. La Société biélorussienne de protection de la nature, qui compte actuellement 2 300 000 membres, soit le quart de toute la population de la République, poursuit une vaste campagne d'information.

Les conseils locaux de députés des travailleurs et leurs commissions permanentes de députés chargées de la protection de la nature se préoccupent beaucoup de l'environnement. Ils vérifient que les responsables appliquent les décisions portant sur l'assainissement de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Les activités déployées dans la République, ainsi que les textes législatifs qui ont été adoptés, montrent que la société soviétique se préoccupe constamment de créer les conditions les plus favorables possibles à la vie et à la santé, au travail et aux loisirs des travailleurs.

D. La loi de la RSS de Biélorussie sur la santé publique établit les buts et les objectifs du système de la santé publique, à savoir assurer le développement harmonieux des forces physiques et spirituelles des citoyens, protéger leur santé, leur assurer une capacité de travail élevée et augmenter la durée de leur vie active, prévenir les maladies et abaisser la morbidité, réduire de façon continue les cas d'invalidité et abaisser le taux de mortalité, et éliminer les facteurs et conditions qui ont une influence néfaste sur la santé des citoyens (art. premier de la loi).

La loi souligne que "la protection de la santé de la population est une obligation pour tous les organismes de l'Etat, entreprises, établissements et organisations" (art. 3). L'article 5 énonce le principe fondamental de la protection de la santé publique en Union soviétique : tous les citoyens bénéficient d'une assistance médicale gratuite de haute qualité fournie par les services de santé publique de l'Etat et accessible à tous.

Cette loi prévoit à l'article 6 des mesures concrètes destinées à assurer la protection de la santé de la population : adoption d'un vaste ensemble de mesures sanitaires et prophylactiques, une attention particulière étant accordée à la protection de la santé de la jeune génération; création, dans la vie quotidienne et professionnelle, des conditions sanitaires et hygiéniques appropriées, élimination des causes d'accidents du travail et de maladies professionnelles, ainsi que de tous les autres facteurs ayant une influence néfaste sur la santé; application de mesures visant à assainir l'environnement et à lutter contre la pollution des eaux, des sols et de l'air; développement planifié d'un réseau d'établissements de santé publique et d'entreprises de l'industrie médicale; fourniture d'une assistance médicale gratuite dans tous les domaines; élévation de la qualité de ce type d'assistance et de l'éducation médicale, développement progressif de la surveillance médicale dans les dispensaires et de l'assistance médicale spécialisée; fourniture gratuite de moyens de traitement et de diagnostic en cas d'hospitalisation et extension progressive de la fourniture à titre gratuit ou à des conditions avantageuses de ces moyens de traitement dans les cas où une assistance médicale d'un autre type est dispensée; développement du réseau des maisons de cure et de repos, des préventoriums, des pensions, des centres de tourisme et des autres établissements destinés au traitement et au repos des travailleurs; éducation physique et sanitaire des citoyens, développement de la culture physique et du sport auprès des masses; développement de la science, recherches scientifiques, formation de cadres scientifiques et de spécialistes hautement qualifiés dans le domaine de la santé publique; utilisation dans les activités des établissements de santé publique des réalisations de la science,

de la technique et de la pratique médicale et équipement de ces établissements avec le matériel le plus moderne; développement des principes d'hygiène scientifique appliqués à l'alimentation de la population et large participation des organisations sociales et des collectifs de travailleurs à la protection de la santé publique.

La loi de la RSS de Biélorussie sur la santé publique tranche également d'autres questions très importantes concernant la protection de la santé de la population et, notamment, les modalités régissant l'exercice de l'activité médicale et pharmaceutique et l'accès à cette activité, les droits et devoirs des personnes exerçant des professions médicales et pharmaceutiques et les avantages qui leur sont accordés, les mesures sanitaires et antiépidémiques en faveur de la population, la fourniture d'une assistance curative et préventive à la population, la protection de la mère et de l'enfant, le traitement dans les maisons de repos et de cure, l'organisation des loisirs, du tourisme et de la culture physique, la spécialisation médicale, la fourniture d'une assistance pour les médicaments et les prothèses, etc.

En Biélorussie 26 hôpitaux, 17 polycliniques et 79 pharmacies ont été construits entre 1966 et 1970. Au cours du plan quinquennal le nombre des lits d'hôpitaux a augmenté de 14 000, soit de 18 p. 100, celui des médecins est passé de 19 000 à 24 000 et l'effectif du personnel paramédical de 57 000 à 72 000. En 1973, on comptait en RSS de Biélorussie plus de 25 000 médecins et plus de 75 000 membres du personnel paramédical.

En 1973, il existait au total 5 500 établissements de la santé publique dans la République, dont plus de 960 hôpitaux, près de 600 d'entre eux étant situés dans les zones rurales.

Au cours des dernières années une série de nouveaux départements (ou de nouveaux centres) spécialisés a été créée dans les hôpitaux de Minsk, des centres régionaux et des grandes villes. Afin de faciliter l'accès de la population à une assistance médicale hautement qualifiée et spécialisée, un centre de consultation a été créé à l'échelle de la République.

Un vaste programme est appliqué pour prévenir et réduire radicalement l'apparition de maladies, diminuer les foyers de contagion et prolonger encore la durée de la vie. A ces fins les responsables appliquent un ensemble de mesures prophylactiques et curatives englobant toute la population. En 1972 seulement dans la République 6 300 000 personnes ont été examinées pour dépister une tuberculose, 4 300 000 pour dépister des tumeurs malignes et 2 200 000 des maladies cutanées.

La morbidité diminue d'année en année, ainsi que la mortalité générale et la mortalité infantile. Par exemple la mortalité infantile, qui était de 19 pour 1 000 naissances en 1969, est tombée à 16 pour 1 000 en 1973.

Depuis l'instauration du pouvoir soviétique, l'espérance de vie moyenne a plus que doublé. A l'heure actuelle elle est de 72 ans en Biélorussie.

/...

Quarante-cinq maisons de cure et 16 maisons de repos sont en service sur le territoire de la République. Au cours du neuvième plan quinquennal, le réseau des préventoriums, des établissements de convalescence et de cure sera considérablement étendu. Il y aura 12 300 lits d'hôpital supplémentaires. Quarante hôpitaux, 21 polycliniques et d'autres établissements médicaux seront construits. Leur équipement sera encore modernisé et ils seront mieux pourvus en cadres qualifiés.

La protection sanitaire de la population de la RSS de Biélorussie contre les épidémies est assurée par l'application d'un ensemble de mesures sanitaires d'hygiène et de lutte contre les épidémies et par un système de surveillance sanitaire exercée par l'Etat. L'application des mesures visant à éliminer et à prévenir la contamination de l'environnement, à assainir les conditions de travail, de la vie courante et des loisirs de la population et à prévenir les maladies incombe à tous les organes, entreprises et établissements étatiques, organisations, kolkhozes, syndicats et autres organisations de masse. Les organismes et établissements sanitaires de lutte contre les épidémies chargés d'exercer la surveillance sanitaire au niveau de l'Etat effectuent chaque jour des travaux importants pour assurer la protection sanitaire de la population de la République contre les épidémies. Leurs activités ont permis de réduire considérablement la morbidité due aux infections, aux maladies professionnelles et autres.

E. "La famille soviétique, au sein de laquelle s'harmonisent les intérêts de la communauté et ceux de l'individu, est au centre des préoccupations de l'Etat soviétique", souligne le Code du mariage et de la famille de la RSS de Biélorussie. Dans la République, les conditions les plus favorables sont créées pour permettre à la famille de s'affermir et de s'épanouir.

Le Code dispose qu'"au sein de la famille, la femme et l'homme jouissent de droits égaux en ce qui concerne la personne et les biens" (art. 3). Cette égalité des droits au sein de la famille est fondée sur l'égalité des droits de la femme et de l'homme consacrée par la Constitution de la RSS de Biélorussie (art. 97) dans tous les domaines de la vie publique, sociale, politique, économique et culturelle du pays. "Tous les citoyens, sans distinction de nationalité, de race ou de convictions religieuses, ont des droits égaux au sein de la famille", stipule l'article 4 du Code du mariage et de la famille.

En RSS de Biélorussie la maternité jouit de l'estime et du respect du peuple entier et elle est protégée et encouragée par l'Etat (art. 5 du Code).

En RSS de Biélorussie la protection de la mère et de l'enfant est assurée par un vaste réseau de polycliniques et de services de consultations gynécologiques et pédiatriques, de maternités, de maisons de cure et de repos destinées aux femmes enceintes et aux mères accompagnées de leurs enfants, ainsi que de crèches, de jardins d'enfants et d'autres établissements pour enfants, par l'octroi aux femmes de congés de grossesse et de maternité avec maintien de la rémunération, l'établissement de pauses dans le travail pour permettre aux mères de nourrir leur enfant, le versement d'allocations selon les modalités établies, lors de la naissance d'un enfant et lors d'un congé pour soigner un enfant malade, l'interdiction d'employer les femmes à des travaux pénibles ou nuisibles à leur santé

/...

et le transfert de femmes enceintes à un travail moins pénible avec maintien du salaire moyen correspondant à leur travail précédent, l'amélioration et l'assainissement des conditions de travail et de la vie courante, le versement de subventions aux mères célibataires ou aux mères de familles nombreuses, ainsi que d'autres formes d'assistance publique et sociale à la famille. Outre le congé de grossesse et de maternité, les mères de nourrissons peuvent, si elles en font la demande, obtenir un congé supplémentaire non payé jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge d'un an. A compter du 1er décembre 1973, l'allocation de grossesse et de maternité versée aux ouvrières et aux employées, y compris celles qui ne sont pas membres de syndicats, et aux kolkhoziennes équivaut à la totalité de leur salaire, quelle que soit leur ancienneté.

Le nombre des services de consultations et des polycliniques gynécologiques et pédiatriques était de 537 en 1969 et de 575 en 1973.

La création des conditions nécessaires dans la vie dans la société permet aux femmes de la Biélorussie soviétique de jouer le rôle de mère tout en assumant une part de plus en plus dynamique et créatrice dans les activités productrices, sociales et politiques. Trente-six pour cent des députés au Soviet suprême de la RSS de Biélorussie sont des femmes. Lors des élections du 17 juin 1973, sur plus de 80 000 députés élus aux conseils locaux de députés des travailleurs de la République, 46,2 p. 100 étaient des femmes. En 1972 parmi les travailleurs employés dans l'industrie de la République, les femmes représentaient 52 p. 100, 53 p. 100 dans l'agriculture, 21 p. 100 dans les transports et 66 p. 100 dans les communications. Dans le domaine de la santé publique, de la culture physique et de l'assurance sociale, les femmes représentent plus de 80 p. 100 de tous les travailleurs, près de 50 p. 100 dans le domaine de la science et plus de 70 p. 100 dans le domaine de l'enseignement et de la culture.

Les époux résolvent en commun toutes les questions concernant la vie familiale et l'éducation des enfants. La société socialiste se préoccupe vivement de protéger et d'encourager la maternité et d'assurer le bonheur de l'enfant. En Biélorussie, plus de 3 500 mères, qui ont mis au monde et élevé 10 enfants et plus, portent le titre honorifique de "mères-héroïnes", plus de 77 000 femmes se sont vu décerner l'ordre de la "gloire maternelle" et plus de 285 000 ont reçu la "médaille de la maternité".

L'éducation de la nouvelle génération et le développement de ses forces physiques et spirituelles sont le devoir le plus important de la famille. L'Etat et la société font tout pour aider la famille à élever les enfants et développent constamment à cet effet le réseau des jardins d'enfants, des crèches, des internats, des camps de jeunes pionniers et d'autres établissements pour enfants. Par exemple, entre 1966 et 1970, on a construit des établissements destinés aux enfants d'âge préscolaire et totalisant plus de 81 000 places. En 1973, près de 330 000 enfants ont fréquenté des établissements préscolaires permanents. En été 1973 près de 860 000 enfants et adolescents ont passé des vacances dans des camps de jeunes pionniers et des camps scolaires, des maisons de cure pour enfants, des centres d'excursion et de tourisme ou se sont rendus dans des lieux de villégiature dotés d'établissements destinés aux enfants.

/...

Au cours du nouveau plan quinquennal l'un des objectifs est d'obtenir que la femme soviétique jouisse de nouvelles possibilités en ce qui concerne tant l'éducation des enfants qu'une participation plus grande à la vie sociale, les loisirs et les études ainsi qu'un plus large accès aux bienfaits de la culture. Entre 1971 et 1975 notamment des établissements préscolaires seront construits en Biélorussie pour 67 300 enfants au total. Le nombre des enfants qu'ils accueilleront augmentera de 1,3 fois.

F. Les citoyens de la RSS de Biélorussie ont droit à l'instruction. Ce droit est assuré par l'instruction générale et obligatoire de huit ans, par un large développement de l'enseignement secondaire multidisciplinaire général, de la formation professionnelle technique, de l'enseignement secondaire spécial et de l'enseignement supérieur, l'instruction associant l'enseignement à la vie et au travail, par le développement maximum des cours du soir et des cours par correspondance, par la gratuité de tous les types d'enseignement, par un système de bourses d'Etat, par l'enseignement scolaire en langue maternelle et par l'organisation de l'enseignement gratuit d'ordre professionnel, technique et agronomique donné aux travailleurs dans les usines, les sovkhozes et les kolkhozes (art. 96 de la Constitution de la RSS de Biélorussie).

Les principes fondamentaux de l'instruction publique en RSS de Biélorussie comme dans les autres républiques fédérées sont énoncés dans les Principes de la législation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des républiques fédérées adoptés en 1973. Ces principes sont les suivants : tous les citoyens soviétiques bénéficient de l'enseignement dans des conditions d'égalité, sans distinction de race ou de nationalité, de sexe, de convictions religieuses, de situation matérielle ou sociale; l'enseignement est obligatoire pour tous les enfants et adolescents; tous les établissements d'enseignement et d'éducation ont un caractère étatique et public; chacun est libre de choisir la langue dans laquelle l'enseignement est dispensé : langue maternelle ou langue d'un autre peuple de l'URSS; tous les types d'enseignement sont gratuits, l'Etat prend entièrement à sa charge l'entretien d'une partie des élèves; des bourses ou une aide matérielle sont octroyées aux élèves et aux étudiants; le système de l'instruction publique forme un tout et les divers types d'établissement sont reliés entre eux de manière à permettre le passage des degrés inférieurs aux degrés supérieurs de l'enseignement; l'enseignement et l'éducation communistes forment un tout; l'école, la famille et la société collaborent à l'éducation des enfants et des jeunes; l'enseignement et l'éducation sont liés à la vie pratique; l'enseignement a un caractère scientifique et il est constamment perfectionné compte tenu des dernières réalisations de la science, de la technique et de la culture; l'enseignement et l'éducation sont à la mesure de l'être humain et ont un caractère hautement moral; l'enseignement est mixte; l'enseignement a un caractère laïque excluant l'influence de la religion (art. 4 des Principes fondamentaux).

Le système de l'instruction publique en RSS de Biélorussie comprend, comme dans les autres républiques fédérées, l'éducation préscolaire (voir partie E du présent rapport); l'enseignement secondaire général et l'enseignement supérieur.

Dans le cadre du socialisme développé et de la révolution scientifique et technique il faut constamment élever le niveau d'instruction des travailleurs; le rôle et l'importance de tout le système de l'instruction publique s'accroissent considérablement en assurant la formation de spécialistes hautement qualifiés capables de venir à bout des tâches complexes que requiert le développement maximum de l'économie nationale, de la science et de la culture et de participer activement à la vie sociale et publique.

Le système soviétique de l'instruction publique assure l'éducation et l'enseignement de la nouvelle génération et la formation d'ouvriers et de spécialistes qualifiés dans les diverses branches de l'économie nationale.

/...

En Biélorussie, où 80 p. 100 de la population étaient analphabètes avant la révolution d'Octobre, l'analphabétisme a été totalement éliminé. Plus de trois quarts de la population active des villes et plus de 40 p. 100 de la population rurale possèdent à l'heure actuelle une instruction secondaire et supérieure. En 1973, un habitant de la République sur trois avait bénéficié des divers types d'enseignement.

Enseignement secondaire général

Entre 1966 et 1970, l'enseignement de huit ans est devenu obligatoire pour tous et l'enseignement secondaire a continué à se développer. Près de 1 400 000 jeunes gens et jeunes filles sont sortis des écoles après avoir reçu un enseignement secondaire ou un enseignement de huit ans. Plus de 84 p. 100 des jeunes qui ont achevé le cycle de huit ans dans une école ordinaire en 1970 ont poursuivi leur instruction dans divers établissements dispensant un enseignement secondaire. Près de 900 nouvelles écoles ont été construites pour 277 000 élèves.

A l'heure actuelle, on réalise l'un des principaux objectifs : faire bénéficier tous les jeunes de l'une ou l'autre des diverses formes d'enseignement secondaire. Les moyens permettant d'atteindre ce but important sont définis dans les arrêtés du Comité central du parti communiste de l'URSS et du Conseil des ministres de l'URSS sur l'instauration de l'enseignement secondaire universel pour les jeunes et sur le développement des écoles d'enseignement général (1972) et l'arrêté sur les mesures visant à améliorer encore les conditions de travail dans les écoles rurales d'enseignement général (1973). En 1972, le Soviet suprême de la RSS de Biélorussie a examiné la question de l'instauration de l'enseignement secondaire universel pour tous les jeunes de la RSS de Biélorussie.

Des résultats concrets ont déjà été obtenus. Pendant l'année scolaire 1971/72, 82 p. 100 des élèves qui étaient entrés à l'école primaire onze ans auparavant avaient reçu un enseignement secondaire. Au cours des trois premières années du neuvième plan quinquennal, 432 000 jeunes gens et jeunes filles ont reçu un enseignement secondaire. Plus de 90 p. 100 des jeunes qui ont terminé le cycle de huit ans en 1973 poursuivent leur instruction dans des écoles secondaires, ainsi que dans d'autres établissements dispensant un enseignement de niveau moyen.

En 1973, la Biélorussie comptait 9 380 écoles ordinaires (enseignement primaire, cycle de huit ans, enseignement secondaire), 371 établissements donnant des cours du soir (ou par roulement) et 70 écoles de cours par correspondance, dans lesquelles plus de 1 800 000 élèves ont étudié.

Actuellement on procède dans les zones rurales à une rationalisation du réseau scolaire et on réduit le nombre des petites écoles qui n'ont que peu de classes. Ainsi, de 1974 à 1980 il est prévu de construire en Biélorussie uniquement au moyen de crédits inscrits au budget de l'Etat des écoles rurales pour 372 000 élèves, ce qui permettrait en gros à chaque sovkhose et à chaque grand kolkhoze de posséder une école d'enseignement rural secondaire. Au cours de cette période, des internats seront construits auprès des écoles rurales; ils pourront loger 55 800 élèves et comprendront 234 000 mètres carrés de surface habitable pour les enseignants.

Au cours du neuvième plan quinquennal l'enseignement secondaire universel pour les jeunes sera complètement instauré en Biélorussie.

Enseignement professionnel et technique

De 1969 à 1973 des efforts considérables ont été déployés dans la République pour développer l'enseignement professionnel et technique. A l'heure actuelle il existe 168 établissements d'enseignement, dont 48 écoles professionnelles rurales et 89 urbaines, ainsi que 31 écoles techniques. Le nombre total des élèves se chiffre à plus de 102 000. En 1973, le réseau des établissements d'enseignement comptait 20 écoles de plus et le nombre des élèves avait augmenté de plus de 20 000 par rapport à 1969. En 1969, 58 600 élèves ont été admis dans les écoles et près de 76 000 en 1973. Le nombre des ouvriers qualifiés qui sont sortis de ces écoles s'est chiffré respectivement à 55 000 et à plus de 63 000.

Le Comité central du parti communiste biélorussien et le Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie ont pris en 1969 un arrêté sur les mesures visant à améliorer encore la formation des ouvriers qualifiés dans les établissements d'enseignement du système d'enseignement professionnel et technique de la RSS de Biélorussie. Cet arrêté prévoit la transformation progressive des établissements d'enseignement professionnel et technique en écoles professionnelles qui formeraient en trois ou quatre ans des ouvriers qualifiés ayant un niveau d'instruction moyen parmi les jeunes qui ont terminé les écoles d'enseignement général de huit ans. Ces établissements s'appellent des écoles secondaires professionnelles. A l'heure actuelle, la République compte 51 écoles professionnelles de niveau moyen (36 dans les villes et 15 dans les zones rurales) où plus de 21 000 élèves étudient dans 76 domaines de spécialisation. Les personnes qui sortent de ces écoles reçoivent un diplôme d'enseignement secondaire général et de formation professionnelle.

En 1971, le Comité central du parti communiste de Biélorussie et le Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie ont pris un arrêté sur les mesures visant à développer encore la formation professionnelle et technique des jeunes, arrêté dont l'objectif est que la République possède en 1975 au moins 82 écoles secondaires professionnelles.

En 1972, le Comité central du parti communiste de Biélorussie et le Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie ont pris un arrêté sur le perfectionnement du système de formation professionnelle et technique, arrêté dans lequel ils reconnaissent qu'il est indispensable d'étendre et de renforcer les écoles secondaires professionnelles comme constituant la forme d'enseignement la plus prometteuse pour former les jeunes qui viendront renforcer la classe ouvrière, de développer des écoles techniques où les jeunes qui ont terminé les écoles secondaires d'enseignement général acquièrent des qualifications professionnelles, d'améliorer le fonctionnement des écoles professionnelles qui forment, en un ou deux ans, les cadres des branches qui requièrent un personnel important et de créer les conditions nécessaires pour permettre aux élèves de poursuivre leur éducation générale à des cours du soir (ou par roulement) destinés à la jeunesse ouvrière. Cet arrêté prévoit l'élaboration d'un plan à long terme pour le développement du système des écoles professionnelles et techniques s'étendant jusqu'en 1980, l'idée étant de doter chaque circonscription administrative rurale d'une école professionnelle et technique.

/...

Au cours du neuvième plan quinquennal la formation de cadres ouvriers qualifiés dans le système d'enseignement technique et professionnel sera considérablement étendue. De nouvelles écoles seront construites pour 24 000 élèves de plus.

Enseignement secondaire spécial et enseignement supérieur

En Biélorussie l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire spécial se développent rapidement. Au cours du huitième plan quinquennal les établissements d'enseignement supérieur de la République ont formé près de 82 000 personnes et les établissements d'enseignement secondaire spécial plus de 150 000. En 1973, plus de 250 000 spécialistes ont été versés dans l'économie nationale de la Biélorussie après avoir reçu une formation supérieure et plus de 360 000 après avoir reçu une formation secondaire. Dans l'année scolaire 1973/74, les 30 établissements d'enseignement supérieur totalisaient 149 000 élèves et les 131 établissements d'enseignement secondaire spécial 152 000.

Sur chaque tranche de 10 000 habitants, la République compte 158 étudiants de l'enseignement supérieur et 164 élèves de collèges techniques et d'écoles.

Depuis 1969, de nouveaux établissements d'enseignement supérieur se sont construits : l'Université de Gomel (1969) et l'Institut technologique de Moghilev (1973). L'Institut polytechnique de Novopolotsk a ouvert ses portes le 1er janvier 1974. Dans un très proche avenir on prévoit la création d'un institut de la culture à Minsk. Les établissements d'enseignement ont commencé à former des spécialistes dans toute une série de nouveaux domaines comme les mathématiques appliquées, l'étude et la fabrication de matériel informatique, les systèmes automatisés de commande, le traitement électronique des données économiques, l'hydrogéologie et la géologie appliquée, les liaisons radioélectriques multicanaux, le génie rural, etc.

Entre 1969 et 1973, 11 établissements d'enseignement secondaire spécial ont été inaugurés à Borisov, Baranovitchi, Vitebsk, Grodno, Lida et Minsk.

Le développement du réseau des établissements d'enseignement supérieur et des collèges techniques, l'introduction de nouvelles disciplines, l'accroissement du nombre des élèves admis dans ces établissements et des effectifs totaux des étudiants et des élèves permettent non seulement de former le nombre sans cesse croissant de spécialistes nécessaires à l'économie et à la culture de la République mais ouvrent également l'accès de l'enseignement supérieur et secondaire spécial à un nombre toujours plus grand de citoyens qui désirent en bénéficier.

Ces dernières années des mesures ont été prises pour faciliter l'admission des jeunes travailleurs dans les établissements d'enseignement supérieur. A cette fin ont été créées en 1969 des sections préparatoires où sont admis sans examen ouvriers, kolkhoziens et soldats démobilisés de l'armée soviétique. Les personnes qui suivent les cours préparatoires reçoivent une instruction pendant huit mois et jouissent de tous les droits accordés aux étudiants, y compris le droit de recevoir une bourse et d'obtenir une place dans un foyer d'étudiants. Lorsqu'ils ont réussi aux examens de sortie, ils s'inscrivent dans un établissement d'enseignement supérieur sans passer de concours. A l'heure actuelle dans la République

/...

23 établissements d'enseignement supérieur ont des sections préparatoires. En 1975, le nombre des élèves de ces sections préparatoires représentera 20 p. 100 du nombre des étudiants qui s'inscriront, selon les prévisions, en première année des cours ordinaires des établissements d'enseignement supérieur de Biélorussie.

Dans la République, la base matérielle et technique de l'enseignement s'est renforcée au cours des dernières années. De nouveaux bâtiments destinés à l'enseignement et aux laboratoires ont été construits, ainsi que des foyers; les laboratoires et les salles d'étude ont été dotés d'équipements, d'appareils et d'installations modernes. Tous les grands établissements d'enseignement supérieur de la RSS de Biélorussie possèdent des ordinateurs modernes et un centre d'informatique a été créé au sein de l'Université d'Etat de Biélorussie. Un nombre croissant d'établissements d'enseignement supérieur ont été dotés d'instituts scientifiques comprenant des instituts de recherche scientifique, des laboratoires consacrés à l'étude de certains problèmes ou de certaines branches et des sections et départements de recherche scientifique où sont étudiés les problèmes nouveaux qui surgissent dans le domaine des mathématiques, de la physique théorique et de la physique nucléaire, de la radiophysique, de la spectroscopie, de la chimie et de la technologie chimique, des constructions mécaniques et du travail des métaux, de l'énergétique, de la construction, du travail et de la transformation du bois, des systèmes de commande automatisés et de la théorie de l'information, etc.

L'intérêt que la société socialiste porte au développement de l'enseignement supérieur se manifeste clairement sans l'arrêté adopté en 1972 par le Comité central du parti communiste de l'URSS et le Conseil des ministres de l'URSS sur les mesures visant à perfectionner l'enseignement supérieur dans le pays, qui a assigné aux établissements d'enseignement supérieur toute une série de nouvelles tâches importantes destinées à élever la qualité de la formation de spécialistes. Il est prévu notamment de créer des conseils de l'enseignement supérieur et des conseils de recteurs afin d'améliorer la gestion des établissements d'enseignement supérieur et de coordonner leurs activités. Au cours des années 1974 et 1975 il est prévu d'introduire dans tous les établissements d'enseignement supérieur de nouveaux plans et programmes d'études et de définir les programmes de formation de spécialistes afin qu'ils puissent répondre aux exigences de la production moderne. Pour permettre aux jeunes frais émoulus des établissements d'enseignement supérieur d'acquérir la pratique nécessaire, des stages d'un an sont organisés sur les lieux de travail où ils sont affectés. On a reconnu la nécessité d'accroître le rôle des universités dans le système de l'enseignement supérieur et d'en faire des centres pédagogiques clefs dans l'enseignement supérieur. On se préoccupe particulièrement de renouveler l'équipement technique des établissements d'enseignement supérieur et de les doter de moyens modernes d'enseignement technique.

En Biélorussie, plus de 121 000 spécialistes recevront un enseignement supérieur au cours du neuvième plan quinquennal et près de 185 000 un enseignement secondaire spécial.

G. En RSS de Biélorussie, les activités visant la promotion de la culture de masse dans la population ne cessent de se perfectionner, toutes les conditions sont créées pour favoriser l'épanouissement véritable des talents et des dons de chacun. Le réseau ramifié des institutions de la culture et des arts, de la presse, de la radio et de la télévision offre la possibilité aux travailleurs de se familiariser avec les oeuvres très riches dans le domaine de la science, de la culture et des arts et de prendre une part toujours plus grande à la vie culturelle.

Le Comité central du parti communiste de la Biélorussie, le Soviet suprême et le Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie consacrent une grande attention à cette question : récemment encore, ils ont adopté une série de résolutions importantes sur le développement de la culture et des arts dans la République. Ainsi, en juin 1973, le Soviet suprême de la RSS de Biélorussie a étudié une question intitulée "Situation actuelle et promotion des activités culturelles de masse dans la population de la République" et il a adopté un décret sur cette question.

Les conseils locaux de députés des travailleurs examinent régulièrement à leurs réunions les questions concernant le développement de la culture et l'amélioration des services culturels destinés aux travailleurs. Ces problèmes sont également pris en considération dans les plans de développement social des villes, des régions, des entreprises et des établissements.

Du fait qu'une attention constante est accordée aux activités culturelles de masse et que les crédits qui leur sont affectés augmentent chaque année, il a été possible d'étendre considérablement le réseau des établissements culturels et de renforcer leur base matérielle et technique. Au cours du huitième plan quinquennal seulement, trois théâtres, 860 clubs, maisons de la culture et palais de la culture 1 500 bibliothèques environ, 11 musées et 37 cinémas ont été inaugurés. Dans la République, près de 10 000 livres et brochures ont été publiés, représentant un tirage total de près de 113 millions d'exemplaires. De nouveaux journaux, des revues populaires et des publications scientifiques ont commencé à paraître. Le tirage de la presse périodique a augmenté de plus d'une fois et demie. On a achevé l'établissement du système unifié de télévision biélorussienne.

Si, en 1965, 16 600 000 roubles avaient été affectés au développement et à l'entretien des établissements, organisations et entreprises constituant le système du Ministère de la culture de la RSS de Biélorussie, en 1973 le montant des crédits consacrés à ces objectifs s'est chiffré à 51 200 000 roubles. Les sommes affectées à l'équipement et au renforcement de la base matérielle des établissements culturels ainsi qu'aux activités culturelles de masse destinées aux habitants des kolkhozes et des sovkhozes augmentent aussi. Des crédits importants sont consacrés chaque année à ces fins selon les indications des organes syndicaux.

Au milieu de 1973, la République possédait 14 théâtres professionnels, 2 salles de concert, 49 musées d'Etat, plus de 20 000 clubs, 6 600 cinémas et salles de projection.

Les associations artistiques de la République et la société théâtrale biélorussienne comptaient en 1973 plus de 4 000 membres, écrivains, compositeurs, peintres, hommes de théâtre, cinéastes, architectes et journalistes. Les artistes de Biélorussie ont créé des oeuvres importantes de par leur valeur intellectuelle et artistique, dont les auteurs se sont vu décerner des prix Lénine et des prix nationaux de l'URSS et de la RSS de Biélorussie, des titres de lauréat, ainsi que des prix et des diplômes adjugés lors de concours, d'expositions et de festivals internationaux.

Les cadres de spécialistes des établissements culturels sont formés dans trois établissements d'enseignement supérieur et 22 établissements d'enseignement secondaire spécial. Chaque année, près de 2 800 spécialistes sortent de ces écoles, dont plus de 850 diplômés de l'enseignement supérieur. Dans tous les domaines des cours de 10 mois sont organisés pour les animateurs de cercles d'artistes amateurs. Les instituts de l'Union soviétique et de la République ainsi que les cours régionaux destinés à élever les qualifications des personnes s'occupant d'activités culturelles forment chaque année 3 000 personnes environ.

La littérature et l'art biélorussiens se développent et s'enrichissent en s'associant fructueusement à la littérature et à l'art de toutes les nations et de tous les peuples de l'Union soviétique. A cet égard, la période des préparatifs pour le cinquantenaire de la formation de l'URSS a été particulièrement riche : on a organisé à une très grande échelle des décades, des festivals et des journées de la culture ainsi que des fêtes artistiques.

Uniquement pendant le laps de temps qu'a duré le festival de la jeunesse soviétique de toute l'Union consacré au cinquantenaire de la fondation de l'URSS, près de 800 concours d'oeuvres présentées par des amateurs et des professionnels ont été organisés en Biélorussie au niveau des régions et des districts. D'autre part, 600 000 personnes et 25 000 groupes ont participé au festival des artistes amateurs de Biélorussie. En 1972, les écrivains ont tenu près de 8 000 réunions dans les villes et villages de Biélorussie. Les troupes théâtrales et les associations musicales de la République ont donné en 1972 plus de 17 000 représentations et concerts auxquels ont assisté près de 6 500 000 personnes.

Le réseau étendu des établissements culturels et éducatifs de la République constitue une bonne base pour satisfaire les besoins intellectuels toujours croissants de la population. Les bibliothèques populaires ont plus de 4 millions de lecteurs, c'est-à-dire un habitant de la République sur deux, 360 000 travailleurs étudient dans les universités populaires qui enrichissent leurs connaissances dans tous les domaines de la science, de la technique et de la culture. Sont largement répandues des formes d'activité telles que les conférences populaires et les cycles de conférences, les conférences théoriques ou accompagnées de projections, les séances d'information et les soirées de débat ou consacrées à certains thèmes, les représentations théâtrales et les fêtes célébrant à une grande échelle l'amitié des peuples, etc.

La grande école d'éducation esthétique est constituée par les activités des artistes amateurs, qui constituent l'une des formes des activités sociales de l'homme et attestent du caractère populaire de la culture socialiste, au développement

de laquelle les travailleurs eux-mêmes participent directement. En 1973, 600 000 amateurs de théâtre, de musique, de danse, des arts appliqués et d'autres formes de création artistique étaient membres de groupes d'artistes amateurs en Biélorussie.

Les meilleurs groupes d'artistes amateurs reçoivent le titre honorifique de "populaires". La République en compte plus de 170. Nombre d'entre eux ont présenté des oeuvres du peuple biélorussien à Moscou, dans les républiques soeurs et à l'étranger.

L'association bénévole biélorussienne pour la protection des monuments historiques et culturels rassemble plus de 1 500 000 membres.

Beaucoup d'attention est accordée à l'éducation esthétique des enfants et au développement de leur esprit créateur. En Biélorussie, il y avait en 1973 182 écoles musicales de sept ans destinées aux enfants, dont 22 écoles et 45 sections étaient situées dans les zones rurales. En 1975, il y aura 45 écoles et 83 sections de plus.

Dans le neuvième plan quinquennal sont fixés les objectifs suivants : améliorer les activités des établissements culturels et artistiques afin qu'ils répondent aux conditions modernes, assurer le développement de toutes les formes et de tous les genres de la création populaire due à des amateurs et fondée sur les meilleures traditions populaires et les grands exemples de la culture soviétique, accorder une plus grande attention à la formation des cadres des établissements culturels et artistiques, étendre le réseau des établissements culturels et éducatifs, et renforcer leur base matérielle.

La presse, la télévision, la radio, la littérature et les arts continueront à se développer. De nouveaux clubs, bibliothèques et cinémas entreront en service.

En RSS de Biélorussie, on poursuit systématiquement l'objectif très important énoncé par le vingt-quatrième Congrès du parti communiste de l'URSS : combiner étroitement les réalisations de la révolution scientifique et technique avec les avantages du système socialiste de l'économie.

Au cours du huitième plan quinquennal les branches dont dépend le progrès technique se sont développées à un rythme très rapide. On a commencé la fabrication de plus de 500 nouveaux articles, plus de 500 entreprises, ateliers et secteurs de production ont été entièrement mécanisés et automatisés et plus de 1 330 chaînes de fabrication mécanisées et automatisées ont été mises en place, 16 centres informatiques ont été créés, 12 systèmes automatisés de commande de la production et des processus industriels sont entrés en service. La productivité du travail dans l'industrie a augmenté de 39 p. 100. Au cours du plan quinquennal, le nombre des travailleurs scientifiques a augmenté de 7 000 pour atteindre plus de 22 000 en 1970.

De 1971 à 1973 dans toutes les branches de l'économie nationale de la RSS de Biélorussie, on a continué à appliquer des mesures en matière de progrès scientifique

/...

et technique en vue de favoriser l'accroissement de la production sociale, d'augmenter son efficacité et de renforcer la base matérielle et technique de la République. On a commencé la production de plus de 600 nouveaux types de machines et d'appareils, plus de 1 200 chaînes mécanisées et automatisées ont été mises en place, plus de 550 entreprises et ateliers et secteurs entièrement mécanisés et automatisés ont été créés. La productivité du travail a augmenté de 23 p. 100. Le nombre des travailleurs scientifiques s'est élevé à plus de 27 000.

Une grande attention est accordée à la coordination des études scientifiques et au développement des relations internationales des scientifiques biélorussiens. Par exemple auprès de l'Institut de transmission de chaleur et de transfert de masse de l'Académie des sciences de la RSS de Biélorussie, un centre international a été créé pour élever l'aptitude professionnelle des scientifiques des pays socialistes. Dans ce domaine, neuf instituts de l'Académie ont procédé à des échanges mutuellement avantageux de données scientifiques sur 19 problèmes et sujets avec des centres scientifiques situés en Bulgarie, en Pologne, en République démocratique allemande, en Hongrie, en France, en Suède et dans d'autres pays.

Pour les deux dernières années du neuvième plan quinquennal, l'objectif est d'accélérer encore le progrès scientifique et technique et d'accorder une attention accrue aux facteurs qualitatifs "intensifs" qui déterminent la croissance de l'économie, ainsi qu'à la qualité de la production. L'économie nationale dispose de toutes les conditions et circonstances objectives nécessaires pour dépasser les objectifs fixés dans le neuvième plan quinquennal. On pense notamment atteindre les chiffres fixés dans le plan quinquennal en ce qui concerne la production industrielle globale en 4 ans et 8 mois et d'assurer une croissance de la production de 62 à 64 p. 100 contre le taux de 58 p. 100 prévu dans le plan, d'élever la productivité du travail de 42 p. 100 et d'augmenter le revenu national de 51 à 52 p. 100, alors que l'objectif fixé dans le plan était de 47 p. 100.

La propriété socialiste des instruments et des moyens de production, l'organisation planifiée de la production sociale, la participation active des travailleurs à l'organisation et à la gestion de l'économie créent les conditions nécessaires à l'utilisation maximum des réalisations de la science et de la technique pour le bien de l'humanité. Dans le système socialiste, le progrès économique, scientifique et technique est subordonné aux objectifs que constitue le développement harmonieux de l'individu et la satisfaction toujours plus complète des besoins matériels et culturels de la population et il sert les intérêts de la société tout entière. Il est indiqué dans le Code du travail de la RSS de Biélorussie qu'en URSS le progrès scientifique et technique associé au plein emploi de la population est appliqué pour alléger radicalement le travail, réduire la semaine de travail, éliminer les tâches physiques pénibles et tous les travaux qui n'exigent pas de connaissances professionnelles spéciales;

grâce au progrès de la science et de la technique, le travail intellectuel et le travail manuel se confondent progressivement dans les activités productrices des hommes et des femmes. Les lois et décrets adoptés en RSS de Biélorussie soulignent particulièrement que le progrès scientifique et technique doit permettre de créer les conditions les plus favorables à la vie, à la santé, au travail et au repos des travailleurs tout en ménageant la nature et ses ressources. Les mesures concrètes prises en RSS de Biélorussie à cet égard sont indiquées plus haut dans le présent rapport.

Le Code civil de la RSS de Biélorussie, en vigueur depuis le 1er janvier 1965, régit dans les détails le droit d'auteur, qui s'applique aux oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques (art. 472 à 511), ainsi que le droit de l'auteur d'une découverte (art. 512 à 514) et le droit de l'inventeur (art. 515 à 521).

IV. L'une des plus grandes conquêtes du pouvoir soviétique est l'élimination de toutes les formes et de toutes les manifestations de l'inégalité fondée sur l'appartenance raciale ou nationale, la proclamation et la mise en pratique de l'égalité totale de tous les citoyens, indépendamment de leur appartenance raciale ou nationale, dans tous les domaines, politique, économique, social, culturel et autre. Ce principe découle de l'essence même du système socialiste, qui exclut l'exploitation de l'homme par l'homme ainsi que tout facteur politique, économique ou social d'oppression ou de discrimination en fonction de l'appartenance raciale ou nationale des personnes ou d'autres caractéristiques.

L'inadmissibilité de la discrimination a été et demeure l'un des principes de la législation de la RSS de Biélorussie. Ainsi, dans la première Constitution de ce pays, promulguée en 1919, on lit que la RSS de Biélorussie, "reconnaissant l'égalité de droits des citoyens, indépendamment de leur appartenance raciale ou nationale, déclare qu'il est contraire aux lois fondamentales de la République d'établir ou de tolérer des avantages ou des privilèges sur cette base au même titre que s'il s'agissait d'oppression de minorités raciales ou de restriction de leurs droits" (art. 15).

Aux termes de la Constitution adoptée en 1937, actuellement en vigueur dans la République socialiste soviétique de Biélorussie, "l'égalité en droits de tous les citoyens de la RSS de Biélorussie, sans distinction de nationalité ou de race, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique est une loi immuable.

Toute restriction directe ou indirecte des droits ou, inversement, tout établissement de privilèges, directs ou indirects pour les citoyens selon la race ou la nationalité à laquelle ils appartiennent, de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial ou national, sont punis par la loi." (art. 98).

D'autres textes législatifs en vigueur en RSS de Biélorussie développent et concrétisent ce principe fondamental de la Constitution.

/...

Par exemple, l'article 71 du Code pénal de la RSS de Biélorussie est ainsi conçu :

"L'action ou la propagande visant à susciter l'animosité ou les frictions raciales ou nationales, la restriction, directe ou indirecte, des droits des citoyens, ou l'attribution d'avantages directs ou indirects à des citoyens en raison de leur appartenance raciale ou nationale, sont punies de la privation de liberté pour une durée de six mois à trois ans ou du bannissement pour une durée de deux à cinq ans."

Le Code du travail et le Code du mariage et de la famille de la RSS de Biélorussie comprennent également des articles (cités ci-dessus), qui interdisent toute discrimination lors de l'engagement, dans la rémunération du travail, lors du mariage ou dans les relations familiales.

En RSS de Biélorussie la population est constamment formée dans l'esprit de l'internationalisme, de l'amitié et du respect envers les autres peuples. C'est dans ce sens que sont orientées les activités de toutes les organisations publiques et sociales, les moyens d'information de masse et les établissements d'enseignement de tous les niveaux.

V. Améliorer les conditions de travail et de la vie courante de la population, satisfaire toujours plus pleinement ses besoins matériels et spirituels, telles sont les questions qui demeurent au centre de l'attention de l'Etat soviétique et de la société socialiste. Tous les efforts du parti communiste sont dirigés vers la réalisation de ces objectifs. Ces dernières années, des résultats remarquables ont été obtenus dans les domaines politique, social et économique, dans l'application du programme léniniste de paix et d'édification du communisme, adopté aux vingt-troisième et vingt-quatrième congrès du parti communiste de l'URSS.

Certes, le développement de l'économie nationale de la RSS de Biélorussie comporte un certain nombre de problèmes en suspens. A cet égard, toutes les mesures sont prises actuellement pour élever encore l'efficacité de la production sociale, assurer la croissance constante de la productivité du travail et améliorer la qualité de la production. On s'efforce de perfectionner l'organisation et la gestion de l'économie, d'utiliser plus largement les réalisations de la science et de la technique et d'appliquer des mesures d'économie.

Les nouveaux succès sociaux et économiques remportés dans la réalisation des objectifs du neuvième plan quinquennal constitueront une base solide pour élever encore le niveau de vie matériel et culturel des Soviétiques et apporteront une contribution importante à l'édification de la société communiste.
